



Saint-Brieuc

Le 22 Octobre 2009

La fuite, organisée ou pas, du contenu du rapport sur les algues vertes du Préfet des Côtes-d'Armor, provoque la montée au créneau de ceux qui, avec la bienveillance des représentants de l'État, nient ou couvrent depuis de trop nombreuses années la réalité des dégâts sociaux et environnementaux de l'agriculture intensive.

Quand il devient impossible de continuer dans cette voie, le Préfet des Côtes-d'Armor ne fait qu'écrire noir sur blanc ce que nous savons tous depuis tant d'années !

Ceux qui dénoncent ce rapport du représentant de l'État étaient pourtant bien d'accord pour accorder avec lui dérogations et extensions, il y a encore peu de temps !

La prolifération d'algues vertes subie depuis des années est la conséquence d'un choix politique et économique qui a imposé à la Bretagne un système de production agricole intensif, destructeur d'emplois agricoles, polluant et dangereux pour la santé de tous, dévoreur de subventions à l'exportation au détriment des producteurs du tiers-monde.

Il ne suffira pas de trouver de l'argent public pour réparer les dégâts engendrés par le business de l'agroalimentaire et ses soutiens bancaires (ce qui est déjà en soi scandaleux).

Il est nécessaire de changer de « modèle breton » en favorisant une agriculture paysanne de proximité, soutenue par les consommateurs et permettant aux producteurs de vivre de leur travail en respectant l'environnement.

Pour y parvenir, une révision en profondeur des politiques agricoles française et européenne est aussi urgente qu'indispensable.

**Site national :** <http://lafederation.org/>

**Site départemental :** [www.agauche22.org](http://www.agauche22.org)